



# Communiqué de presse

## Conférence de presse

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

---

### **CONFÉRENCE DE PRESSE DE RIAD AL-MALKI, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'AUTORITÉ PALESTINIENNE**

Notre gouvernement actuel ne doit pas être un obstacle à la réconciliation entre les Palestiniens, a affirmé cet après-midi le Ministre des affaires étrangères de l'Autorité palestinienne, Riad Al-Malki. Lors d'une conférence de presse au Siège des Nations Unies à New York, M. Al-Malki a déclaré qu'en cas de réconciliation des différentes factions palestiniennes, le Gouvernement actuel de l'Autorité palestinienne est prêt à démissionner afin de permettre la formation d'un gouvernement de réconciliation.

M. Al-Malki a insisté sur le fait qu'il devrait alors s'agir d'un gouvernement de « réconciliation nationale » et non d'un gouvernement « d'unité nationale ». Nous ne voulons pas renouveler l'expérience du gouvernement dirigé par le Hamas, durant lequel des sanctions internationales ont été imposées contre le gouvernement, a-t-il affirmé. Ce doit être un gouvernement de réconciliation qui serait chargé de préparer des élections anticipées tant présidentielles que nationales, et qui continuerait de discuter avec la communauté internationale.

M. Al-Malki a déclaré être venu à New York à la demande du Président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, célébrée hier, le 24 novembre. Il a rappelé l'importance de cette Journée pour son peuple, une « date très importante pour nous car elle rappelle à tous qu'il existe un problème palestinien qui doit être résolu au plus vite » et que la communauté internationale doit traiter, a-t-il dit.

M. Al-Malki a rappelé que demain aura lieu au Caire une réunion extraordinaire des ministres des affaires étrangères de la Ligue des États arabes pour discuter de la question israélo-palestinienne mais aussi de la nécessaire réconciliation entre Palestiniens. L'Égypte, a-t-il poursuivi, a commencé, à la demande de l'Autorité palestinienne, un dialogue avec les différentes factions palestiniennes pour que ces dernières parviennent à la réconciliation. Elle a préparé un document qui a été distribué à toutes les parties palestiniennes. L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a accepté ce document, a ajouté le Ministre. En revanche, a-t-il poursuivi, le Hamas a émis de très nombreuses réserves et, quelques jours avant la réunion prévue pour le 9 novembre, a posé de nouvelles conditions, qui ont amené à annuler la rencontre. C'est pourquoi la Ligue des États arabes a décidé de convenir cette session extraordinaire de ses ministres des Affaires étrangères. M. Al-Malki a émis l'espoir que les ministres « pointeront le Hamas du doigt comme la partie responsable de l'échec » de la première session du dialogue. Mais il a aussi souhaité que ce dialogue puisse avoir lieu, sans condition préalable. Il a émis l'espoir que les pays en mesure de le faire exerceront des pressions sur le Hamas et l'amèneront à assister à la prochaine session du dialogue.

M. Al-Malki s'est dit satisfait de la déclaration prononcée, lundi 24 novembre devant le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, par le représentant du Costa Rica, en tant que Président du Conseil de sécurité pour ce mois de novembre. Dans ce discours, le Président du Conseil exprimait, notamment, sa profonde préoccupation devant la gravité de la situation humanitaire à Gaza, où Israël a infligé un blocus. Jugeant que ce texte constitue « une bonne base de départ », M. Al-Malki a demandé au Conseil de consacrer une réunion spécifique au « siège et au blocus imposés à Gaza », de faire pression sur Israël et de permettre au 1,5 million de Palestiniens vivant à Gaza d'avoir une vie normale, avec électricité, eau, nourriture, médicaments et autres services de base. Il a rappelé à cette occasion que c'est l'Autorité palestinienne qui, depuis le « coup d'État militaire » du Hamas à Gaza, y paie toutes les factures d'eau ou d'électricité, consacrant ainsi 58% de son budget à Gaza.

\* \* \* \* \*

---

À l'intention des organes d'information • Document non officiel